



## REPUBLIQUE FRANCAISE

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**N° DLM2018-69 - Séance du 06 septembre 2018**

#### ACTES

##### 4. Fonction publique

##### 4.1 Personnels titulaires et statigiaires de la F.P.T

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
28	19	24

Vote	
Pour	24
Contre	0
Abstention	0

L'an 2018, le 06 septembre à 19 heures, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 30 août 2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 31 août 2018.

**Etaient présents :** MEISSONNIER Jean-Luc, SOULIER Alain, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, MONIN Séverine, CONTENSEAU Carole, RIBEIRO David, MAZOLLIER Elisabeth, SUAY Régine, AMALVY Marie-Thérèse, VANGREVELYNGHE Patricia, MARTY Philippe, DESTAILLATS Aline, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, DUCAMP Ludovic, CORDEAU Damien, FOUREL Sylvain, RAMORA Anna.

**Pouvoirs de :** RODENAS François pour SOULIER Alain, JODAR Mélissa pour BASSO Béatrice, MARTINEZ Mickaël pour GAUTIER Sandrine, DURIX Olivier pour MEISSONNIER Jean-Luc, MICHEL Yves pour FOUREL Sylvain.

**Absents :** PEETERS Fabien – SIMAR Morgan – VIDAL Stéphane - PERRIER Thierry.

**Secrétaire de séance :** Ludovic DUCAMP

## **N° DLM2018-69 – RESSOURCES HUMAINES : CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT**

Monsieur Alain SOULIER, Adjoint au Maire délégué aux relations usagers, aux finances, à la commande publique, au personnel, au social et aux commémorations rapporte qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

**Considérant** le tableau des emplois adopté par le Conseil Municipal le 23/03/2017 ;

**Considérant** que les besoins des services nécessitent la création d'un emploi permanent d'attaché territorial principal pour exercer les fonctions de Directeur des Ressources Humaines ;

Il est proposé au Conseil Municipal, la création d'un emploi permanent de Directeur des Ressources Humaines à temps complet. A ce titre, cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des attachés territoriaux au grade d'attaché principal relevant de la catégorie hiérarchique A, de la filière administrative.

La rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné.

Le poste pourra être pourvu par un agent contractuel de droit public dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

La modification du tableau des emplois est modifiée à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2018.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Monsieur Alain SOULIER et après en avoir délibéré à l'unanimité, **DECIDE** de créer au tableau des effectifs un emploi permanent à temps complet de Directeur des Ressources Humaines au grade d'attaché principal relevant de la catégorie hiérarchique A du cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Cet emploi pourrait être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

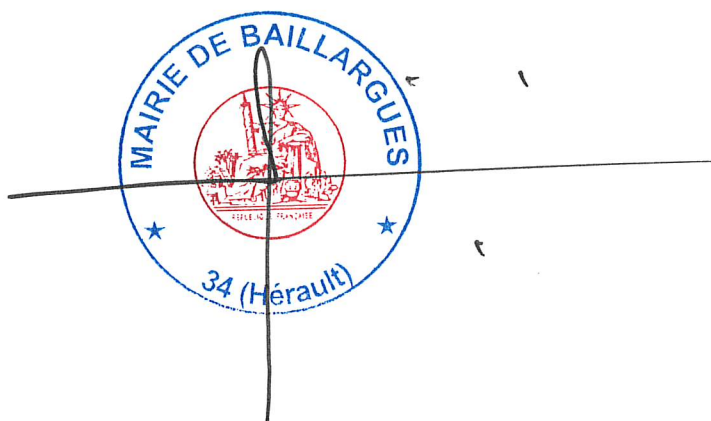
Sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'ait pu aboutir.

Monsieur le Maire est chargé de recruter l'agent affecté à ce poste.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé seront inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.

Pour extrait conforme,  
Le 10 septembre 2018,

Le Maire,  
Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture
- de l'Hérault le [ ]
- de sa publication le [ ]

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.

Envoyé en préfecture le 14/09/2018

Reçu en préfecture le 14/09/2018

Affiché le

**SLO**

ID : 034-213400229-20180910-DLM2018\_69-DE

